



CHAPITRE 42

Loi constituant la Société québécoise
d'initiatives agro-alimentaires

[Sanctionnée le 27 juin 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Constitution de compagnie.

1. Une compagnie à fonds social, ci-après appelée « la Société » est constituée sous le nom de « Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires ».

Sigle.

La Société peut également être désignée sous le nom de « SOQUIA »

Siège social.

2. La Société a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec; elle peut toutefois le transporter dans un autre endroit, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Objets.

3. La Société a pour objets:

a) de favoriser l'implantation, la modernisation, l'expansion, le développement, la consolidation ou le regroupement des industries du secteur alimentaire;

b) de participer ou d'intervenir dans la production, la transformation, le conditionnement et la commercialisation de tout produit relié au secteur agricole ou alimentaire ou aux pêcheries commerciales.

Directives du ministre.

4. Le ministre peut, dans le cadre des responsabilités et pouvoirs qui lui sont confiés et des ententes auxquelles il est partie, émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Société

CHAPTER 42

An Act to constitute the "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires"

[Assented to 27 June 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. A joint stock company, hereinafter called "the company", is incorporated under the name of "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires".

Company incorporated.

The company may also be designated by the name of "SOQUIA".

Sigla.

2. The company shall have its head office within the territory of the Québec Urban Community but may transfer it to another place with the approval of the Lieutenant-Governor in Council; this change shall come into force on publication of a notice to that effect in the *Gazette officielle du Québec*.

Head office.

3. The objects of the company are:
(a) to promote the installation, modernization, expansion, development, consolidation or grouping of the industries of the food sector;

Objects of company.

(b) to participate or intervene in the production, processing, conditioning and marketing of any product related to the sector of agriculture or food or to commercial fisheries.

4. The Minister may, within the scope of the responsibilities and powers entrusted to him and of the agreements to which he is a party, issue directives bearing on the goals and orientations of the company

Directives of Minister.

dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.

Approba-
tion.

Ces directives doivent être soumises au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation. Si elles sont ainsi approuvées, elles lient la Société qui est tenue de s'y conformer.

Dépôt
devant
Assemblée
nationale.

Toute directive émise en vertu du présent article doit être déposée devant l'Assemblée nationale, si elle est en session, dans les quinze jours de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil. Si la directive est émise alors que l'Assemblée nationale n'est pas en session, ou si elle est en session, entre le moment où elle s'ajourne et la date fixée pour la reprise de ses travaux lorsque cette date est postérieure au vingtième jour suivant la date de l'ajournement, la directive doit être déposée devant elle dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

Fonds
social.

5. Le fonds social autorisé de la Société est de dix millions de dollars.

Actions.

Il est divisé en 100,000 actions d'une valeur nominale de cent dollars chacune.

Attribu-
tion.

6. Les actions de la Société font partie du domaine public du Québec et sont attribuées au ministre des finances.

Achat
d'actions.

7. Le ministre des finances paiera à la Société sur le fonds consolidé du revenu, pendant la première année d'opérations de la Société, une somme de trois millions de dollars et pendant chacune des deux années consécutives suivantes, une somme de trois millions et demi de dollars pour 100,000 actions entièrement acquittées de son capital social, pour lesquelles des certificats d'actions lui seront délivrés au fur et à mesure en retour de ces paiements.

Conseil
d'admini-
stration.

8. Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour une période d'au moins un an et d'au plus dix ans. Au moins deux de ces membres doivent être des fonctionnaires du gouvernement ou de l'un de ses organismes.

in the performance of the functions entrusted to it by law.

Such directives must be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval. If they are so approved, they shall bind the company, which must comply with them.

Approval.

Every directive issued under this section must be tabled before the National Assembly, if it is in session, within fifteen days of its approval by the Lieutenant-Governor in Council. If the directive is issued while the National Assembly is not in session, or if it is in session, between the time it is adjourned and the date fixed for the resumption of its work when that date is later than the twentieth day following the date of adjournment, the directive must be tabled before it within fifteen days of the opening of the next session, or within fifteen days of the resumption of its work, as the case may be.

Tabling
before
National
Assembly.

5. The authorized capital of the company is ten million dollars.

Capital.

It is divided into 100,000 shares of a par value of one hundred dollars each.

Shares.

6. The shares of the company form part of the public domain of Québec and are allotted to the Minister of Finance.

Allot-
ment.

7. The Minister of Finance shall pay to the company, out of the consolidated revenue fund, during the first year of operation of the company, a sum of three million dollars and during each of the two following consecutive years, a sum of three and one-half million dollars for 100,000 fully paid-up shares of its capital stock, for which share certificates shall be issued to him in return for such payments as and when they are made.

Payment
for
shares.

8. The company's affairs shall be administered by a board of five directors appointed by the Lieutenant-Governor in Council for a term of not less than one year nor more than ten years. At least two of such directors must be officers of the government or one of its agencies.

Directors.

Président
et vice-
président.

Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne parmi eux un président et un vice-président.

The Lieutenant-Governor in Council shall designate among them a president and a vice-president. President and vice-president.

Traite-
ments,
etc.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement et, s'il y a lieu, les honoraires, les allocations ou le traitement additionnel du président, du vice-président et des autres membres du conseil d'administration, de même que les indemnités auxquelles ils ont droit. Le traitement, une fois fixé, ne peut être réduit.

9. The Lieutenant-Governor in Council shall fix the salary and, where necessary, the fees, allowances or additional salary of the president, vice-president and other members of the board and the indemnities to which they are entitled. Once fixed, their salaries cannot be reduced. Salaries, etc.

Fonctions
conti-
nuées.

10. Chacun des membres du conseil d'administration demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau.

10. Each member of the board of directors shall remain in office after his term expires until he is replaced or reappointed. Continuity.

Qualités
requises.

11. Nul ne peut être membre du conseil d'administration s'il n'est pas domicilié au Québec, mais la qualité d'actionnaire n'est pas requise.

11. No person shall hold office as a director unless he is domiciled in Québec but he need not be a shareholder. Qualification.

Directeur
général.

12. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un directeur général dont il détermine les fonctions et fixe le traitement ainsi que les allocations.

12. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a general manager, determine his functions and fix his salary and allowances. General manager.

Secrétaire,
etc.

13. Le secrétaire et les autres membres du personnel de la Société qui ne sont pas des fonctionnaires du gouvernement ou de l'un de ses organismes et qui ne sont pas régis par une convention collective de travail sont nommés et rémunérés suivant les effectifs, normes et barèmes établis par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil; ils ne peuvent être destitués que conformément à l'article 61 de la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

13. The secretary and the other members of the personnel of the company who are not officers of the government or of one of its agencies and who are not governed by a collective labour agreement shall be appointed and remunerated in accordance with the staff requirements, standards and scales established by regulation of the Lieutenant-Governor in Council; they shall not be dismissed except in accordance with section 61 of the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14). Secretary, etc.

Budgets
d'investis-
sement et
de fonc-
tionne-
ment.

14. Le conseil d'administration doit, au moins trois mois avant le début de chaque année financière, préparer un budget d'investissement et un budget de fonctionnement et les soumettre pour approbation au ministre de l'agriculture. Le budget est sans effet tant que le ministre de l'agriculture ne l'a pas approuvé.

14. The board of directors shall, at least three months before the beginning of each fiscal year, prepare an investment budget and an operating budget and submit them to the Minister of Agriculture for approval. The budget shall be without effect until approved by the Minister of Agriculture. Investment budget and operating budget.

Destitu-
tion.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut destituer tout membre du conseil d'administration qui a acquiescé à une dépense non prévue au budget approuvé par le ministre de l'agriculture.

The Lieutenant-Governor in Council may dismiss any director who has acquiesced in an expenditure not provided for in the budget approved by the Minister of Agriculture. Dismissal.

| | | | |
|-------------------------------|---|---|---------------------------------------|
| Dividendes. | 15. Les dividendes payés par la Société sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil et non par les administrateurs. | 15. The dividends paid by the company shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council, and not by the directors. | Dividends. |
| Exercice financier. | 16. L'exercice financier de la Société se termine le 31 mars de chaque année. | 16. The company's fiscal year shall end on 31 March each year. | Fiscal year. |
| Acquisitions et emprunts. | 17. La Société ne peut, sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil : a) acquérir des actions ou des biens d'entreprises poursuivant les mêmes fins ou des fins similaires; b) contracter un emprunt qui porte à plus de \$500,000 le total des sommes empruntées par elle et non encore remboursées; c) acquérir des immeubles ou en disposer; d) prendre des engagements financiers au delà des limites fixées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, lequel règlement doit avoir été publié dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> ; e) adopter des règlements concernant l'exercice de ses pouvoirs et sa régie interne. | 17. Without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the company shall not: (a) acquire shares or property in firms pursuing the same or similar objects; (b) contract any loan which increases its total outstanding borrowings to more than \$500,000; (c) acquire or dispose of immoveables; (d) make financial engagements beyond the limits fixed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, which regulation must also be published in the <i>Cazette officielle du Québec</i> ; (e) adopt by-laws respecting the exercise of its powers and its internal management. | Authorization to acquire shares, etc. |
| Rapport annuel. | 18. La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre de l'agriculture un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent. Ce rapport doit contenir tous les renseignements que le ministre prescrit ainsi que ceux que la Loi des compagnies oblige les administrateurs à fournir annuellement aux actionnaires. | 18. Not later than 30 June each year, the company shall submit a report of its activities for its previous fiscal year to the Minister of Agriculture. Such report shall contain all the information the Minister may prescribe and that annually supplied to shareholders by directors as prescribed in the Companies Act. | Annual report. |
| Dépôt. | Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante. | Such report shall be laid before the National Assembly if it is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session. | Tabling. |
| Renseignements. | La Société doit, en outre, fournir au ministre de l'agriculture tout renseignement qu'il requiert sur ses activités. | In addition, the company must give the Minister of Agriculture any information on its activities he may require. | Information. |
| Vérification. | 19. Les comptes de la Société sont vérifiés par le vérificateur général une fois l'an et en outre, chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil. | 19. The accounts of the company shall be audited by the Auditor General once each year and whenever ordered by the Lieutenant-Governor in Council. | Auditing accounts. |
| Dispositions non applicables. | 20. Les articles 154 à 158 de la Loi des compagnies ne s'appliquent pas à la Société. | 20. Sections 154 to 158 of the Companies Act do not apply to the company. | Provisions not to apply. |

Applica-
tion de
la loi.

21. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'application de la présente loi.

21. The Minister of Agriculture shall have charge of the application of this act.

Applica-
tion of
act.

Entrée en
vigueur
(20 déc.
1975,
G.O.p.
6247).

22. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

22. This act shall come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Coming
into force
(20 Dec.
1975,
G.O.p.
6247).